DIAL 3366 - Témoignages d'acteurs et actrices des luttes

PÉROU - La résistance d'Ayabaca aux projets d'extraction minière

Mario Tabra

vendredi 8 avril 2016, mis en ligne par Dial

L'écologie est souvent présentée comme un souci de riches. Les deux premiers textes du numéro d'avril de DIAL montrent, s'il en est besoin, qu'il n'en est rien et que cette affirmation souffre en fait d'un double biais, ethnocentriste et classiste. Les deux témoignages de Margarita Pérez et Mario Tabra donnent ainsi à voir les contours de ce que l'on peut appeler une écologie populaire [1]. Péruviens, ils sont membres de la Confédération nationale des communautés affectées par l'extraction minière (CONACAMI). Ces textes ont d'abord fait l'objet d'une présentation orale lors d'un séminaire organisé par le Conseil latinoaméricain de sciences sociales (CLACSO) les 24, 25 et 26 juin 2009 à Lima sur le thème « Luttes pour le territoire : Extraction minière, Amazonie et écologie populaire ». Les présentations en lien avec l'extractivisme minier ont été publiées dans un ouvrage collectif intitulé La naturaleza colonizada [2] *dont sont extraits ces deux textes. En février 2016, la Cour constitutionnelle de Colombie a interdit toutes les opérations minières dans les paramos colombiens pour protéger l'environnement, annulant 347 concessions minières octroyées dans cet écosystème. Cette décision fait écho aux arguments avancés par Mario Tabra dans ce texte.*

Bonjour, frères et sœurs.

Je viens d'Ayabaca, village andin qui résiste aux entreprises transnationales depuis huit ans. Nous savons tous que notre pays est l'un des plus mégadivers du monde, mais au sein de cette mégadiversité existe un écosystème exceptionnel que vous pouvez voir dans le nord, plus précisément à Piura, c'est la zone des paramos [3], unique dans le pays et que nous partageons avec l'Équateur, la Colombie et le Venezuela. Ces paramos fonctionnent de la façon suivante : la vapeur produite par la transpiration des forêts ou de toutes les zones humides que l'on trouve dans les régions à basse altitude s'élève et, arrivée à 3800 mètres au-dessus du niveau de la mer, elle se condense rapidement et vient remplir d'eau les différents lacs situés dans la zone élevée, qui sont nos réservoirs naturels. Les eaux descendent ensuite de ces lacs et forment les rivières du bassin occidental qui termine dans l'océan Pacifique, et du bassin oriental où nos eaux terminent dans l'Amazone et partent vers l'océan Atlantique. Nous avons aussi le plateau andin où l'on pratique beaucoup l'élevage. Les forêts de nuages dont j'ai parlé sont le royaume d'une flore abondante et exubérante, avec même des plantes uniques, endémiques de notre région. Y vivent aussi des animaux en voie d'extinction.

Le gouvernement a déjà déclaré, dans le Décret suprême 034/2004, que les espèces réfugiées dans ces forêts de nuages sont en voie d'extinction. Mais il existe aussi une longue liste d'espèces en péril, vulnérables, pratiquement menacées d'extinction. Tout ce que nous disons figure dans une étude scientifique du Musée d'histoire naturelle de l'Université nationale majeure de San Marcos, du Musée d'entomologie de l'Université d'agronomie La Molina, du Fonds mondial pour la conservation de la nature et de l'Institut des ressources naturelles du Pérou (INRENA). Ils ont recensé 340 espèces de plantes dans la zone, 61 de mammifères, 374 d'oiseaux, 742 d'insectes, 14 de reptiles, 18 d'invertébrés hors les insectes, pour un total de 1695 espèces en péril qui se trouvent dans cette zone.

Le système de forêts de nuages se caractérise justement par cette évaporation qui va extraire cette humidité et commencer à produire l'eau dont nous avons tant besoin et qui, de nos jours, est réclamée par tous. Il y a aussi une grande diversité d'orchidées, parce que cet écosystème est très particulier, c'est l'endroit où la cordillère est la plus basse, ce qui produit ces écosystèmes particuliers. Il y a beaucoup de forêts de nuages dans la zone, il y a aussi des forêts de transition qu'on voit en arrivant à Ayabaca ; ce sont des forêts de *ceibo* [4]. On pourrait donc dire pour résumer qu'il y a cinq écosystèmes dans la zone : la forêt sèche, la forêt de transition, la forêt de nuage, les paramos et la forêt vierge. Dans cet environnement s'est développée une présence humaine millénaire ; on pourrait étudier l'homme et la culture péruviens à partir d'Ayabaca, avec les outils lithiques qui témoignent du début du peuplement du Pérou, puis la période archaïque avec ses centres mégalithiques et ses lieux de culte (4 000 ans avant notre ère, on savait déjà comment fonctionnaient ces écosystèmes). Il y a aussi la période de formation, avec ce qu'a été Chavín [5] au niveau national ou *pan-national* ; mais à Ayabaca même, on trouve les quatre glyphes qui décrivent les mouvements du soleil. Il y a aussi des développements régionaux, comme le fut Sipán à Lambayeque [6] : à Ayabaca, nous avons le Seigneur de Yeros. Cette zone funéraire est très intéressante parce qu'elle nous indique l'identité que nos ancêtres partageaient avec la terre : les morts étaient enterrés en position fœtale, non pas dans un manteau comme à Paracas, mais à même la terre, qui constituait le placenta du mort lors de l'enterrement dans le grand ventre de la Pachamama.

Les Incas ont aussi été présents dans la zone, le Camino Real y passe. Tout ce processus historico-culturel est synthétisé au Musée d'Ayabaca. Les pratiques culturelles de notre population restent les mêmes, fondées sur l'agriculture, l'élevage et l'artisanat. Par ailleurs, Ayabaca est une ville assez pittoresque où le sanctuaire du *Señor Cautivo* attire, pendant le seul mois d'octobre, plus de 20 000 touristes ; sur une année, nous recevons plus ou moins 50 000 personnes, qui mobilisent toute l'économie d'Ayabaca. Des activités productives très intéressantes y prennent place, car nous avons plusieurs étages écologiques. Nous approvisionnons en riz Ayabaca, la région et le marché international aussi ; on y exporte du riz vers l'Équateur, ainsi que des produits agroécologiques comme l'avocat, le raisin, et le café biologique, qui est aussi exporté vers les marchés européens. La promotion de l'élevage est assez intéressante : le programme « Un verre de lait » est alimenté avec des produits de nos communautés ; l'agro-industrie se développe aussi dans le secteur du travail de la canne à sucre, qui sert à confectionner les *bocadillos*, l'une des confitures de lait les plus connues de cette zone, mais on produit également du sucre biologique, qui est exporté vers les marchés européens.

Nous pensons que le tourisme peut être positif, à condition que l'on ne mette pas de côté la culture indienne ; ce pourrait être pour nous une solution parmi le bouquet de ressources dont nous disposons. Le gouvernement national préfère pourtant donner des concessions minières à des grandes sociétés transnationales comme Monterico Metal. Cette entreprise a toujours dit, au niveau national et international, qu'elle va exploiter le cuivre seulement, mais elle veut travailler toujours à ciel ouvert et, justement, au niveau des lacs des paramos. D'autre part, l'Institut national de la culture a découvert des restes archéologiques dans la zone, qui est aussi traversée par le chemin ancestral de l'Inca ; malgré cela, l'entreprise a affirmé qu'elle n'avait trouvé aucune trace d'installation ancienne ou récente dans la zone. Pour cette raison, la Table de négociation pour la lutte contre la pauvreté a organisé en 2001 un forum où nous avons analysé toutes les ressources en notre possession, et inscrit précisément l'agriculture et le tourisme parmi nos priorités, soucieux de la grande menace que représentent les entreprises transnationales qui veulent justement mettre à sac nos richesses naturelles. En 2004 s'est tenue une grande réunion avec la participation des responsables du projet minier Río Blanco, qui ont présenté tous les avantages supposés que pouvait espérer la communauté ; est également venu, de Tambo Grande, notre ami Pancho Ojeda, qui a expliqué les raisons de résister là-bas et, à plus forte raison ici, à Ayabaca, d'où provient l'eau qu'ils utilisent.

La population a alors commencé à se mobiliser et a entamé la lutte pour défendre l'eau, son territoire et la vie. Les assemblées communales sont publiques, il n'y a rien de caché, et les locaux sont trop petits pour accueillir toute la population ; les réunions se tiennent désormais dans la pampa parce que les salles communales ne suffisent plus.

Sur le site de Río Blanco, la forêt a cédé la place à des campements et des plateformes de forage. Nous

avons exigé que Monsieur le président Toledo [7] vienne expliquer ce que cette entreprise était en train de faire sans avoir consulté les communautés ; la compagnie minière nous a répondu par des bombes lacrymogènes, et notre frère de Huancabamba, Humberto Herrera Racho, est mort. Alors que c'est eux qui avaient tué notre frère, ils ont déclaré qu'il était mort en tombant dans un ravin parce qu'il était ivre et ils ont commencé à nous traiter de terroristes, organisant une campagne médiatique féroce, une chasse aux sorcières avec des montages photos. Ils ont continué leur infame campagne pendant toute l'année, et nous avons alors décidé d'organiser une deuxième marche vers Río Blanco, en montant par Cerro Negro, là où se trouve la zone des paramos. Dans la partie supérieure de cette montagne se trouvent justement les lacs et, sur le versant opposé, les campements.

Le plus terrible, c'est que les hélicoptères de l'armée de l'air péruvienne participent au transport des échantillons de matériau, et quand nous nous rendions à la deuxième marche, ils nous ont lancé des bombes lacrymogènes. Cette compagnie minière a détruit les forêts primaires et l'INRENA, au lieu de protéger ces forêts, a autorisé la destruction, le déboisement, de mille hectares de forêt primaire, moyennant le versement d'une taxe de 72 soles au Banco de la Nación. Ce qui se commet actuellement dans notre partie du Pérou, c'est véritablement un crime écologique. Ils ont déboisé pour conduire leurs activités minières et percer des tunnels qui entraînent l'érosion des sols ; ils ont détruit les terres pour traiter les boues et continuent de détruire pour agrandir leurs campements et réaliser leurs opérations de forage.

Notre marche arriva sur les lieux du chantier le 29 juillet 2005. Au niveau national, le bruit circulait qu'allait venir une commission de haut niveau pour qu'ait lieu une discussion sur le campement, mais elle n'est jamais venue ; l'évêque de Piura devait y participer, il n'est jamais venu. Ils nous répondirent simplement par des bombes lacrymogènes et nous poursuivirent tout le long du chemin pour dissuader, selon eux, tous les manifestants qui défilaient pacifiquement. Tous les chemins étaient remplis de bombes, et ils commencèrent à nous attacher et à photographier ceux qui ne quittaient pas le campement, pour les exposer aux médias en les présentant comme des terroristes. Ils attachèrent ensemble le cou et les mains de certains d'entre nous, ils nous infligèrent des blessures, nous battirent et, malgré tout ça, il n'y a jamais eu de procès. En 2005, nous nous rendîmes à la capitale pour déposer plainte mais aucun procès ne s'est ensuivi. La campagne médiatique reprit alors comme si nous étions une bande de délinquants. Quant à nous, les « petits chefs » (selon eux) qui auraient été dénoncés, ils multipliaient les pressions pour qu'on nous dénonce et pour que nous soyons traduits devant la justice.

À l'intérieur du campement, ils nous attachèrent les mains, nous projetèrent du gaz lacrymogène sur le visage, nous bandèrent les yeux et nous passèrent un sac par-dessus la tête. Ils nous attachèrent ensuite par la ceinture l'un derrière l'autre et nous emmenèrent dans la partie basse du campement, près d'une rivière. Ils nous abandonnèrent sur ce terre-plein pendant trois jours, c'était le 1er août 2005. Ce sont les agissements de l'entreprise de sécurité Forza, le service de sécurité privée des sociétés minières, présente aussi à Yanacocha et Yanahuaca. La nourriture apportée par nos frères de la communauté fut entièrement brûlée. Ceux qui essayaient de fuir furent frappés et attrapés à coups de fusils à plomb ; quand ils se retrouvèrent à court de plomb et de bombes lacrymogènes, ils commencèrent à tirer à balles réelles.

Javier Neira a perdu son œil droit, Fernando Meléndez García a perdu une jambe, mais le pire a été pour Melanio García González, blessé le 1er août, et retrouvé mort le 2 août, ce qui signifie qu'ils le laissèrent mourir dans le campement. Dans aucune guerre formelle, on ne laisse mourir un blessé et là, il ne s'agit pas d'une guerre, ce n'est pas acceptable qu'une guerre se déclare entre Péruviens, ce n'est pas acceptable que les villageois et les policiers s'entretuent, mais c'est pourtant ce qui se passe dans notre pays. Ils ont essayé de cacher le cadavre dans les buissons mais, grâce à la solidarité, à la pression de tous les organismes tant nationaux qu'internationaux, ils sont retournés chercher le corps et l'ont fait transférer à la morgue de Piura. Ils ont prétendu qu'ils n'avaient aucun détenu dans la zone, mais il y avait déjà eu un mort et nous étions détenus à Río Blanco ; ils nous ont traités comme des bêtes de sacrifice, c'est le traitement que l'entreprise réserve aux villageois et villageoises du Pérou. Ils nous laissèrent là jusqu'au lendemain, le 3 août, puis ils nous livrèrent à la DIRINCRI comme si nous étions des criminels, et nous subîmes tortures et coups. Le ministre Pedro Pablo Kucinsky demanda la « fermeté

contre les manifestants », déclara que nous n'avions pas le droit de manifester. Il ne pouvait plus nous qualifier de terroristes parce que, dans n'importe quel endroit du monde, toute la population ne peut être terroriste et, chez nous, toute la population est descendue dans la rue. Nous fûmes à la Coordination nationale des droits humains pour dénoncer ces faits, mais ils ne nous ont pas écoutés.

En 2006, la compagnie minière engagea des types peu recommandables pour nous envahir mais comme nous n'avons pas laissé faire, ils commencèrent à agresser les gens qui résistaient. Au cours d'un procès qui s'est tenu en 2007 au tribunal de Piura, la compagnie a cherché à nous faire condamner à huit ans de prison en inventant de fausses accusations ; elle me reprochait par exemple de posséder un fusil AK-47, de me déplacer avec un drapeau rouge et de harceler les mineurs pour les faire abandonner – c'est le genre d'accusations portées contre nous. Tout cela a eu lieu pendant la phase d'exploration, nous savons que la phase d'exploitation sera pire parce qu'on va commencer par faire sauter des pans de montagnes et que, comme à Yanacocha, nous ne verrons nos lacs. Nous connaissons tous très bien Cerro de Pasco à cause des résidus miniers ; ce ne sont pas des résidus d'il y a 100 ans mais des résidus récents, qui continuent d'être rejetés dans la nature et transforment nos paysages naturels. Le cas de La Oroya [8] est vraiment lamentable, c'est désolant de voir comment des gens peuvent s'accrocher à quelque chose qui les tue à petit feu, mais le problème, c'est le travail, parce qu'ils ne peuvent rien faire d'autre, quand bien même ils s'empoisonnent les poumons.

Ayabaca ne veut pas des mines. Nous misons sur l'écotourisme, le tourisme culturel et religieux, l'agroécologie, l'industrie, l'élevage, l'artisanat. Nous ne sommes pas contre le développement, nous sommes contre la destruction. C'est pour cette raison que nous avons appelé à une consultation populaire, le 16 septembre 2007, pour défendre notre eau et notre territoire. Nous ne voulons pas que ce paradis devienne un désert, comme celui que l'on retrouve autour de toutes les mines à ciel ouvert. Et bien qu'on nous ait traités de terroristes parce qu'on avait appelé à une consultation, le gouvernement régional a de nouveau appelé à consultation, mais avec une propagande telle que le terroriste ici, c'était le gouvernement. Sa propagande était terroriste parce qu'il disait que si nous votions Oui, les redevances augmenteraient, il y aurait plus d'investissement et de développement, mais que si nous votions Non, c'est que nous étions des attardés, des communistes et des terroristes ; voilà quelle a été la campagne du gouvernement régional à Piura. Mais les gens se sont dépêchés d'aller voter avant qu'on ouvre le stade municipal parce qu'ils avaient aussi interdit, par le biais du ministère de l'éducation, d'ouvrir ou mettre à disposition les collèges pour permettre au peuple d'exprimer démocratiquement ce qu'il souhaite dire ou faire. Et ça, c'est encore un délit de plus parce que c'est restreindre notre liberté d'expression. Pour les élections habituelles – municipales, régionales ou présidentielles –, ce n'est pas dans l'habitude des gens d'arriver très tôt pour voter ; mais cette fois les gens sont allés voter à peine ouvertes les portes du stade municipal, il a fallu improviser en se servant de nattes et de cartons pour fabriquer des urnes où les gens puissent déposer leur bulletin. La question posée était simple : êtes-vous d'accord pour qu'il y ait des activités minières dans le district d'Ayabaca ? Et la population a répondu Non dans sa grande majorité : 93,47% à Ayabaca, 97% à Pacaipampa et 93% à Huancabamba. Les partisans de la mine ont aussi participé, mais ils n'étaient que 2% de la population, contre 93,47%. La proportion de bulletins blancs ou nuls s'est élevée à 3%, soit plus que le pourcentage de votes favorables. Comme on ne nous a pas écoutés, nous sommes allés à pied d'Ayabaca à Piura. À Piura, plus de gens encore se sont joints à nous et un meeting a été organisé en décembre 2007. Le problème n'est pas terminé pour autant ; l'administration provinciale d'Ayabaca reçoit aujourd'hui des demandes de concessions de services touristiques parce que non contents de céder nos terres ils veulent maintenant livrer nos ressources naturelles et touristiques. En cadeau de Noël et jour de l'an 2008, ils nous ont offert un Décret suprême 024/2008, octroyant une nouvelle concession de 26 800 hectares à l'entreprise chinoise Si Ying Ming (Río Blanco ne détient que 6 472 hectares). Autrement dit, malgré toutes les consultations réalisées, les demandes pacifiques formulées, les marches pacifiques organisées, ils continuent de livrer nos territoires, nos lacs et nos forêts, ils continuent à nous envoyer des ordres de détention pour essayer de nous condamner. Le 12 mars 2009, ils nous ont accusés d'un supposé enlèvement, mais sans succès car la Coordonnatrice nationale des droits humains a missionné des avocats et qu'on a pu faire appel.

Je termine avec cette pensée : nous, êtres humains, avons compris que nous faisons partie de la nature, et pour cette raison nous la défendons et luttons pour travailler à notre développement.

– Dial – Diffusion de l'information sur l'Amérique latine – D 3366.
– Traduction de Gilles Renaud pour Dial.
– Source (espagnol) : Héctor Alimonda [dir.], *La naturaleza colonizada : Ecología política y minería en América Latina*, Buenos Aires, ediciones CICCUS / CLACSO, « Grupos de Trabajo de CLACSO », 2011, p. 223-229.

En cas de reproduction, mentionner au moins l'auteur, le traducteur, la source française (Dial - www.dial-infos.org) et l'adresse internet de l'article.

Notes

[1] Voir aussi DIAL 3281 - « GUATEMALA - Conférence de presse du Conseil des villages de Tezulutlán « Manuel Tot », 24 janvier 2014 » et 3282 - « GUATEMALA - Les autorités q'eqchi' de Tezulutlán présentent leur opposition à la centrale hydroélectrique devant les Nations unies ».

[2] Héctor Alimonda [coord.], *La naturaleza colonizada : ecología política y minería en América Latina*, Buenos Aires, ediciones CICCUS / CLACSO, « Grupos de Trabajo de CLACSO », 2011, 334 p.

[3] écosystème néotropical d'altitude de la Cordillère des Andes, constitué de landes, entre la limite des forêts et les neiges éternelles – note DIAL.

[4] « L'*Erythrina crista-galli*, appelée localement *ceibo*, *seibo* ou *bucaré*, est une espèce d'arbre de la famille des *Fabaceae*, genre *Erythrina*, originaire d'Amérique du Sud. On la trouve en Bolivie, au Brésil, au Paraguay, en Argentine et en Uruguay. Dans ces deux derniers pays, la fleur de *ceibo* est fleur nationale. » – Notice Wikipédia (note DIAL).

[5] « La culture de Chavín est une civilisation précolombienne. Elle doit son nom au village de Chavín de Huántar, au Pérou, où les ruines les plus significatives ont été retrouvées. » – Notice Wikipédia (note DIAL).

[6] « Sipán est un village du nord du Pérou, situé près de la côte Pacifique, à environ 35 kilomètres au sud-est de Chiclayo, dans la région de Lambayeque. » – Notice Wikipédia (note DIAL).

[7] Alejandro Toledo a été président du Pérou entre 2001 et 2006 – note DIAL.

[8] Voir DIAL 3315 - « PÉROU - Le futur sombre de La Oroya » – note DIAL.